

IAA  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 Rennes

Rennes, le 24/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **COMMUNE DE SAINT MEEN LE GRAND**

PLACE DE LA MAIRIE  
35290 Saint-Méen-Le-Grand

Références : -  
Code AIOT : 0053502820

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2026 dans l'établissement COMMUNE DE SAINT MEEN LE GRAND implanté PLACE DE LA MAIRIE 35290 Saint-Méen-le-Grand. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite intervient dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle, la dernière visite sur le site datant de 2019.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNE DE SAINT MEEN LE GRAND
- PLACE DE LA MAIRIE 35290 Saint-Méen-le-Grand
- Code AIOT : 0053502820

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La STEP de la Lande Fauvel reçoit 97 % d'effluents industriels et 3 % d'effluents urbains.  
Le principal apporteur réalise des salaisons.

#### Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Eau de surface
- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le système d'assainissement est conforme en 2024 et ne semble pas rencontrer de difficultés.

Points de vigilance, le planning d'autosurveillance validé en début d'année doit être respecté. si un bilan de pollution est décalé, il doit être justifié sous 48h et reprogrammé.

Il semble qu'une des entreprises ne respecte pas sa convention de rejet sans impact actuellement sur la station. Par ailleurs, l'exploitant ne transmet pas le suivi d'autosurveillance de cet établissement au format SANDRE sous Verseau (point SANDRE : R3).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 10/02/2026, article R181-47	Demande d'action corrective	3 mois
2	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	3. Cohérence de la liste de PFAS et des analyses	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	8. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Suivi eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Règles de gestion des aires de déchargement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	ts, réservoirs, rétention			
17	Règles de gestion des aires de déchargements, réservoirs, rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
18	Règles de gestion des aires de déchargements, réservoirs, rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-6	Demande d'action corrective	3 mois
19	Suivi de l'épandage : bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.14.1.11.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
21	Epandage des boues	Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.14.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
22	Manuel d'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 20	Demande d'action corrective	3 mois
24	Analyse des risques de défaillance	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	1. Déclaration des résultats dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
4	2. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
6	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des	Arrêté Ministériel du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	PFAS		
8	6. Mesures de suppression/réduction	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
9	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
12	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.13	Sans objet
13	Suivi milieu	Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.2	Sans objet
14	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
16	Règles de gestion des aires de déchargements , réservoirs, rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-3	Sans objet
20	Stockage des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.14.1.8	Sans objet
23	Diagnostic permanent	Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 12-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation fonctionne bien et les rejets sont conformes (sauf pour les volumes de rejet en lien avec l'introduction d'eaux parasites).

La campagne de mesure des PFAS dans les rejets est à compléter sur certains paramètres.

Le suivi des épandage est à affiner. L'équilibre de la fertilisation phosphorée notamment est à assurer et surveiller particulièrement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2026, article R181-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire,[...] dans les conditions prévues par cet article. II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son

siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
<b>Constats :</b>  Le maître d'ouvrage a changé au 1er janvier 2025 (avant c'était la commune de Saint-Méen-le-Grand et maintenant c'est la communauté de communes Saint-Méen-Montauban). La déclaration de changement d'exploitant n'a pas été reçue en préfecture.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  En condition normale de fonctionnement, les valeurs limites de rejets, mesurées à partir d'échantillons moyens journaliers homogénéisés selon des méthodes normalisées, sont les suivantes : Concentration maximale en mg/l / Flux maximal en kg/j DBO5 : 12 / 10,8 DCO : 70 / 63 MES : 20 / 18 NTK : 8 / 7,2 NH4+ : 4 / 3,6 NGL : 15 / 13,5 Pt : 0,8 / 0,72
<b>Constats :</b>  Les données GIDAF ont été analysées entre janvier et décembre 2024. Les dépassements suivants sont identifiés : - 3 % des volumes moyens journaliers mesurés (valeur max à 1430 m3/j au lieu de 900 m3/j autorisés), en lien avec les fortes précipitations observées en janvier, février, mars, octobre 2024, schéma directeur en cours (4 dépassements en janvier, 2 en février, 3 en mars, 2 en octobre). L'exploitant précise que la communauté de commune a missionné un bureau d'études pour inspecter le système d'assainissement et chercher où il peut y avoir des infiltrations des eaux parasites. Il a été constaté que le réseau était très parasitaire (vieux avec beaucoup d'infiltrations). Les travaux ne sont pas encore planifiés, ils sont prprogrammés dans le schéma directeur intercommunal. - 6 % des concentrations en phosphore mesurées (valeur max à 1.7 mg/L au lieu de 0.8 mg/L autorisés). L'exploitant explique que le chlorure ferrique est injecté par des pompes qui peuvent être bouchées, que le chlorure ferrique peut être trop dilué avec les intempéries, que la charge de l'effluent industriel est variable en fonction des jours de la semaine. Il ajoute que le principal apporteur communique très bien avec l'exploitant pour un meilleur pilotage de la station. Comme la STEP est en très faible charge, la biologie est difficilement impactée. Les pompes et

pièces détachées sont en stock. L'exploitant ajoute qu'il n'y a pas de déplacement en astreinte pour une pompe de chlorure ferrique, parce que ce n'est pas un équipement critique.

- 1 % des concentrations en MES mesurées (valeur max à 23.6 mg/L au lieu de 20 mg/L autorisés), Problème démarreurs sur 2 turbines pendant 3 jours => correction réglages usines

- 1 % des concentrations en DCO mesurées (valeur max à 82.4 mg/L au lieu de 70 mg/L autorisés), Problème démarreurs sur 2 turbines pendant 3 jours => correction réglages usines

- 2 % des concentrations en NKJ mesurées (valeur max à 11 mg/L au lieu de 8 mg/L autorisés), Problème démarreurs sur 2 turbines pendant 3 jours => correction réglages usines

Les défauts des turbines ne faisaient pas remonter les défauts de démarreurs sur la supervision. Maintenant, d'autres indicateurs ont été créés et associés à ce problème-là pour détecter à distance un défaut de démarreur des turbines.

Les données GIDAF ont été analysées entre janvier et décembre 2025.

Les dépassements suivants sont identifiés :

- 4 % des volumes moyens journaliers mesurés (valeur max à 1458 m3/j au lieu de 900 m3/j autorisés), en lien avec les fortes précipitations observées en janvier 2025 (13 dépassements).

- 6 % des concentrations en phosphore mesurées (valeur max à 1.5 mg/L au lieu de 0.8 mg/L autorisés).

D'après l'article 21 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 : "Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux [...]."

-> non-conformité pour les volumes rejetés en janvier 2025 (plus de 10 % des valeurs présentent des dépassements)

Concentrations en chlorures mesurées en 2024 : 615, 1580, 1192 mg/L.

Concentrations en chlorures mesurées en 2025 : 994, 1060, 1740, 1536 mg/L.

Les plus fortes concentrations sont observées l'hiver. L'apporteur industriel en amont travaille à la réduction des chlorures utilisés dans le process.

Milieu récepteur : Le Ruisseau de la Pierre, affluent du Garun

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 3 : 1. Déclaration des résultats dans GIDAF

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

**Prescription contrôlée :**

« Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions, réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3,

L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement, sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées, prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »
<b>Constats :</b>  Le rapport de l'exploitant de la STEP sur la Campagne PFAS sur la station d'épuration de la Lande Fauvel a été fourni. Il synthétise les résultats des mesures réalisées les 21 mars, 23 avril et 24 mai 2024. Les bulletins d'analyses du laboratoire agréé sont présents en annexe. Les déclarations GIDAF correspondantes ont été faites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : 2. Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, dans un délai de trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour et la met à disposition de l'inspection des installations classées.  Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas transmis de liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées. Il indique qu'il n'utilise pas de PFAS sur le site de la STEP. Il ajoute que le principal industriel apporteur a aussi fait les campagnes de mesure des PFAS et qu'il n'aurait rien retrouvé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les bulletins d'analyses des mesures en PFAS du principal apporteur industriel sont à fournir.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : 3. Cohérence de la liste de PFAS et des analyses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Recherche de l'ensemble des PFAS mesurables identifiés par l'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification



et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejet aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS de manière plus générale.

Cette campagne porte sur : [...] 3° La recherche et l'analyse de toute autre substance PFAS, mentionnée dans la liste établie par l'exploitant selon les dispositions prévues à l'article 2, techniquement quantifiable selon les dispositions prévues à l'article 4, non comprise dans la liste du 2° et susceptible d'être ou d'avoir été présente dans les rejets aqueux de son établissement. »

**Constats :**

D'après GIDAF, les substances suivantes n'ont pas été recherchées : PFD<sub>o</sub>A, PFTrDA, PFH<sub>x</sub>S, PFOS. Elles appartiennent pourtant à la liste mentionnée au 2°) de l'article 3 de l'AM du 20/06/2023. L'exploitant précise qu'il aurait fait les analyses des 20 PFAS demandés (il s'en est remis au laboratoire).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'absence de ces analyses est à justifier ou les analyses complémentaires correspondantes sont à réaliser.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/01/2020, article L. 181-14

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

**Prescription contrôlée :**

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »

**Constats :**

Le plan d'action de suppression/réduction des émissions de PFAS n'a pas été fourni par

<p>l'exploitant.</p> <p>La présence d'AOF n'a été détectée qu'une seule fois (sur les 3 mesures) et en faible quantité (5 µg/L). Aucune action n'a été menée parce que cette valeur est très inférieure à la VLE de 1mg/L si le rejet dépasse 30 g/j (pour les AOX).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : 5. Mesures d'investigation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La présence d'AOF n'a été détectée qu'une seule fois (sur les 3 mesures) et en faible quantité (5 µg/L). Aucune action d'investigation n'a été menée.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de vérifier la présence de PFAS dans l'eau pompée en amont, de rechercher un éventuel lien avec les différents apporteurs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de vérifier la présence de PFAS dans l'eau pompée en amont, de rechercher un éventuel lien avec les différents apporteurs.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 : 6. Mesures de suppression/réduction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

La présence d'AOF n'a été détectée qu'une seule fois (sur les 3 mesures) et en faible quantité. Dans ce contexte, aucune mesure de réduction n'est envisagée par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : 7. Mesures de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ; »
<b>Constats :</b>  La présence d'AOF n'a été détectée qu'une seule fois (sur les 3 mesures) et en faible quantité. Dans ce contexte, aucune surveillance particulière d'est prévue par l'exploitant pour essayer de mieux comprendre pourquoi ce paramètre a été détecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : 8. Rejets aqueux de PFOS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b>  « 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 ) ≤ 25 µg/l  Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté. »
<b>Constats :</b>  Aucune mesure du paramètre PFOS n'a été réalisée alors que c'est une substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau et qu'il fait parti des 20 PFAS de la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS .

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit justifier pourquoi le paramètre PFOS n'a pas été analysé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : Suivi eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] En outre, il sera procédé à un contrôle trimestriel des eaux pluviales au droit de chaque rejet portant sur les paramètres définis au 4.13.
<b>Constats :</b>  L'exploitant explique qu'à l'origine, la station a été faite en travers d'une route. Le fossé en bordure de route passe dans la STEP. Avant les boues de la centrifugation tombaient dans une remorque et étaient convoyées par tracteur et remorques. Des travaux ont été réalisés pour que le convoyage des boues chaulées se fasse par canalisation. Cette dernière a été visualisée lors de la visite.  Un porter à connaissance a été déposé par l'exploitant en novembre 2023. Ce dernier demande la suppression des analyses à réaliser sur les eaux pluviales suite à la modernisation du transport des boues chaulées. Les dernières analyses sur les eaux pluviales datent de 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au regard de cette demande, il appartient à l'exploitant de justifier qu'aucun rejet d'eaux pluviales non-conforme n'est possible (en lien avec la très faible circulation, les chargements de boues peu fréquents dans l'année et très encadrés, ...). Le plan des réseaux avec les différents zones collectées et les points de rejet est à commenter pour justifier de la protection du milieu récepteur (aucune zone potentiellement souillées raccordée aux eaux pluviales).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.13
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (hydrocarbures, etc.) sont traitées avant rejet au milieu naturel par des dispositifs capables de retenir ou de neutraliser ces produits. Une vanne d'obturation et un regard suffisamment dimensionné placé en sortie du réseau eaux pluviales permettra d'isoler et de contrôler en cas de besoin les eaux retenues susceptibles d'être polluées. L'aire de lavage des véhicules (tracteurs, épandeurs, camions bennes, etc.) est reliée aux eaux usées en tête de station.</p> <p>Ces aménagements devront être mis en fonctionnement avant le 31 mai 2005. La fin des travaux sera signalée à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Les eaux pluviales non polluées seront dirigées vers le milieu naturel par le ruisseau de La Pierre sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-PH compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>-DCO &lt; 100 mg/L</li> <li>-MES &lt; 30 mg/l</li> <li>-Hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l</li> <li>-NTK &lt; 30 mg/l</li> </ul> <p>En aucun cas les eaux pluviales non polluées ne seront rejetées dans le réseau des eaux usées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière analyse réalisée le 31/07/2023 ne présente pas de dépassement des valeurs limites d'émission.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Suivi milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi milieu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'impact des rejets sur le milieu sera suivi régulièrement. Des prélèvements en aval du rejet seront effectués quatre fois par an (aux mois de février, juillet, août et septembre) sur le Ruisseau de la Pierre. Ils seront effectués au niveau du pont reliant les villages de la Pierre et de La Couaille. Les analyses porteront sur l'ensemble des paramètres de rejet de la station, et les résultats seront transmis avec les autocontrôles à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats d'autosurveillance du milieu pour les années 2020 à 2025 ont été fournis par l'exploitant.</p> <p>Les dates des mesures sont les suivantes en 2025 : 25/02/2025, 02/07/2025, 27/08/2025 et 11/09/2025.</p> <p>Les paramètres suivants ont été mesurés en 2025 : pH, MES, DBO5, DCO, Azote Kjeldahl, ammonium, nitrites, nitrates, phosphore total et température.</p> <p>Les valeurs mesurées en MES sont importantes le 25 février 2025 (320 mg/L), sans lien avec la qualité des rejets de la STEP.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les différents produits chimiques entreposés sont les suivants : chlorure ferrique, polymères pour les boues et chaux pour les boues.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chlorure ferrique : Cuve de 20 m<sup>3</sup> : 6200 L</li> <li>- Polymères : IBC de 1 m<sup>3</sup> : 1,7 t (maximum 2 présents)</li> <li>- Chaux : silo en vrac : 10, 1 t (30 m<sup>3</sup> maximum environ 30 tonnes)</li> </ul> <p>Les quantités ci-dessus sont celles de l'inventaire réalisé en fin de mois (fin janvier 2026).</p> <p>Les niveaux disponibles au niveau de la supervision sont les suivants :  Chaux : 9, 950 tonnes  FeCl<sub>3</sub> : 6,018 m<sup>3</sup></p> <p>Ces informations sont en adéquation avec les niveaux qui ont été constatés au niveau des stockages lors de la visite.  L'information n'est pas disponible pour les polymères.</p> <p>Les FDS ont été demandées.  La FDS de la chaux introduite dans les boues après centrifugation a été visualisée.  Les 3 FDS sont à disposition au niveau de la supervision.  Les FDS fournies datent de avril 2024.</p> <p>Le polymère doit être entreposé dans un local ventilé à l'abri de la chaleur. Les IBC de polymères ont été visualisés lors de la visite. Ils sont entreposés à l'abri dans le local de traitement des boues.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Règles de gestion des aires de déchargements, réservoirs, rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités des rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Capacité des rétentions. : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. [...]
<b>Constats :</b>  Au moment de l'agrandissement de la station, avant l'arrivée du délégataire actuellement en place, une cuve double peau en PEHD de 20 m <sup>3</sup> a été installée pour entreposer le chlorure ferrique. Cette cuve dispose d'une sonde de niveau et d'un flotteur. Le descriptif technique de ce type de cuve a été fourni par l'exploitant. Cette cuve dispose d'une double peau (diamètre 2900 mm, H 3100 mm, ép 20 mm).  Le polymère ne dispose pas de rétention. S'il y a un déversement, cela va dans les égouttures de la table d'égouttage et donc le réseau d'eaux usées. Il est indiqué sur la FDS qu'il ne faut pas déverser le produit dans les eaux de surface. Il est également indiqué : "Petits déversements : Ne pas rincer à l'eau. Enlever avec un absorbant inerte. Balayer et déposer avec une pelle dans des réceptacles appropriés pour l'élimination. Gros déversements : Ne pas rincer à l'eau. Endiguer. Nettoyer rapidement avec une pelle ou en aspirant. Résidus : Enlever avec un absorbant inerte. Après le nettoyage, rincer les traces avec de l'eau." Lors de la visite, des résidus de polymères ont été observés au sol qui était donc sale et glissant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier que le mode de gestion du polymère est compatible avec la FDS.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Règles de gestion des aires de déchargements, réservoirs, rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Dispositions spécifiques aux réservoirs : A. Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention.
<b>Constats :</b>

Lors de la visite, les ancrages au sol de la cuve en PEHD de stockage du chlorure ferrique ont été visualisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Règles de gestion des aires de déchargements, réservoirs, rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  V. Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses... : D. Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées...). Leur parcours est aussi réduit que possible.
<b>Constats :</b>  La cuve de PEHD d'entreposage du chlorure ferrique est située sur une zone enherbée à proximité des bassins. Un trottoir sépare la cuve de la voirie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier que la cuve de chlorure ferrique est installée à l'abri des chocs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 18 : Règles de gestion des aires de déchargements, réservoirs, rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchargements et manipulations
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation... : A. Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de L'article 25
<b>Constats :</b>  La zone de déchargement du chlorure ferrique a été visualisée lors de la visite. Le déchargement se fait au niveau de la voirie et il n'y a pas d'aire de déchargement spécifique. Un potentiel déversement accidentel se retrouverait dans le réseau d'eaux pluviales qui est directement relié



<p>au cours d'eau de la Pierre qui passe dans le site. L'aire de déchargement du FeCl3 ne dispose pas de rétention spécifique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 19 : Suivi de l'épandage : bilan annuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.14.1.11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de l'épandage : bilan annuel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un bilan agronomique est dressé annuellement. ...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En préalable à la visite, l'inspection a procédé au contrôle documentaire du bilan agronomique 2024 d'épandage des boues de station, transmis par l'exploitant. Les constats du contrôle sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le volume de boues disponible en 2024 est de 340 tonnes, la totalité a été épandue chez les prêteurs de terres, soit 73.53 tonnes de matières sèches, sur une surface de 33.87 ha (sur un total d'environ 295.62 ha surface potentiellement épandable au plan d'épandage) ; ce volume épandu est inférieur au maximum autorisé par l'arrêté préfectoral en vigueur ;</li> <li>- le dossier présente les calculs de la valeur fertilisante des boues en azote et phosphore notamment. 3 mesures ont été réalisées en 2024 (01/02, 01/04 et 14/06).</li> <li>- le dossier présente certains résultats d'analyses des boues (2024) pour vérifier leur innocuité, à savoir les mesures en Eléments Traces Métalliques (ETM), Composés Traces Organiques (CTO). Les résultats montrent la conformité réglementaire en concentration d'ETM et CTO. Les résultats étant très éloignés des valeurs limites (&lt; 20 %). Tableaux 5 de l'annexe IV de l'arrêté du 08/01/98 modifié sur la base de 73,53 TMS épandues.</li> </ul> <p>Mais il n'y a pas d'information sur les analyses en bactériologie dans les boues épandues. L'AP du 04/08/2004 (article 4.14.1.11.2) prévoit des "analyses bactériologiques (streptocoques fécaux, coliformes fécaux, salmonelles, anaérobies à 46°C) sur des terres ayant reçu de l'épandage depuis au moins 2 mois, sur au moins 5 parcelles." L'exploitant précise que les analyses bactériologiques sur les sols des parcelles du plan d'épandage ne sont pas réalisées. Le prestataire indique "Hormis les salmonelles, notre laboratoire spécifique ne propose pas ces analyses bactériologiques sur de la terre. D'autres part ces Bactéries sont noyées dans une masse de bies « natives » du sol, et n'ont que peu de chance de survie. Il n'y a pas intérêt à faire ces analyses pour le moment, la méthode de détection</p>

n'existe pas".

Le bilan agronomique des épandages pour l'année 2020, précise que les teneurs en germes pathogènes des boues chaulées ont fait l'objet d'une analyse initiale le 15/04/2020. Le rapport conclut que "Ces boues chaulées de la station des Landes Fauvel à SAINT MEEN LE GRAND répondent aux critères d'hygiénisation pour l'ensemble des paramètres." (solmonelles, entérovirus, oeufs d'helminthes pathogènes viables).

- le dossier présente la répartition des boues épandues sur le parcellaire 2024 pour un volume moyen de 10.04 tonnes par hectare, avec mention de la dose de chaque élément fertilisant. Le rapport conclut à une fertilisation à l'équilibre pour l'azote, mais à un apport en phosphore supérieur aux exportations des cultures sur les deux parcelles de référence, qui devront ne pas recevoir de boues en 2025 ou recevoir une dose moindre.

Une des deux parcelles ne présente pas non-plus de bilan équilibré pour K<sub>2</sub>O et MgO.

Le bilan agronomique 2025 met en évidence que ma parcelle GALS02001 qui présentait un déséquilibre en 2024 a de nouveau reçu des boues en 2025. La parcelle GLOF02001 a également fait l'objet d'épandage de boues en 2024 et 2025.

- le dossier présente les résultats d'analyse de sols sur 4 parcelles de référence. Pas de constat sur le respect de la périodicité décennale.

- Les matériels d'épandage des ETA et CUMA sont réglementaires : épandeur à boues étanche (enfouissement réalisé avec un cover-crop dans un délai maximal de 24 h après les épandages).

- le plan prévisionnel de fertilisation (PPF) 2025 est dans le bilan agronomique 2025. Certaines parcelles doivent recevoir une dose moindre que les autres) pour limiter les apports en phosphore (facteur limitant), cela n'est pas le cas notamment pour GLOF02001.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les épandages de boues doivent respecter l'équilibre de la fertilisation.

Le bilan agronomique des épandage doit justifier du respect de la périodicité décennale des analyses de sols des parcelles de référence. L'évolution de ces mesures est à commenter par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 20 : Stockage des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.14.1.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stockage des effluents

#### **Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose d'une capacité totale de stockage permanent de boues de la station d'épuration équivalent au minimum à 6 mois d'activité.

<p><b>Constats :</b></p> <p>La capacité d'entreposage des boues sur la station d'épuration est de 400 t soit 14 mois. Lors de la visite, le silo couvert d'entreposage des boues a été visualisé. Il n'était pas plein.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 21 : Epandage des boues**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 4.14.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Epandage des boues</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Après l'extension de la capacité nominale de la station par un traitement tertiaire, qui permettra de traiter un flux polluant maximum de : 1400 kg de DBO5, la quantité de boues à épandre et à composter sera de 400 tonnes de matières sèches par an, soit 2 240 tonnes de boues chaulées à 25 % de matières sèches. La pression de 100 kg de P205 par ha et par an (élevage + boues) ne devra pas être dépassée. Le flux maximal annuel à traiter par épandage est de 20,1 tonnes d'azote organique, 21,7 tonnes d'acide phosphorique et 3,3 tonnes de potasse. Ces effluents sont de type II selon les définitions de l'arrêté du 22 novembre 1993 (rapport C/N &lt; 8).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article 3 de l'APM du 26/06/2018 abroge l'article 4.14.1 de l'AP du 04/08/2004.</p> <p>Article 4.14.2 modifié par l'article 4 de l'APM du 26/06/2018 : "Une filière alternative à l'épandage sera mise en place en cas de risque de non-respect de l'équilibre de la fertilisation sur les parcelles du plan d'épandage. Il s'agit de compostage, la plateforme de compostage devra être dûment autorisée par la préfecture du département où elle siège.[...] Sa capacité d'accueil pour les boues de station devra permettre de traiter le tonnage de matières sèches en excès de la station de la lande Fauvel."</p> <p>Les apports en phosphore sont très supérieurs au besoin des cultures sur les deux parcelles de référence du plan d'épandage (111 pour 48 et 112 pour 55 kg/ha). Pour autant, le volume de boues disponible en 2024 est de 340 tonnes, la totalité a été épandue chez les prêteurs de terres, soit 73.53 tonnes de matières sèches, sur une surface de 33.87 ha (sur un total d'environ 295.62 ha surface potentiellement épandable au plan d'épandage) ; ce volume épandu est inférieur au maximum autorisé par l'arrêté préfectoral en vigueur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au regard du non-respect de l'équilibre de la fertilisation sur les parcelles du plan d'épandage, l'exploitant doit justifier l'absence de mise en place d'une filière alternative à l'épandage.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 22 : Manuel d'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Manuel d'autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Production documentaire.</p> <p>I. - Cas des systèmes d'assainissement collectif et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5</p> <p>1. Manuel d'autosurveillance du système d'assainissement</p> <p>Ce manuel est rédigé en vue de la réalisation de la surveillance des ouvrages d'assainissement et de la masse d'eau réceptrice des rejets. Le maître d'ouvrage y décrit de manière précise le système d'assainissement et son fonctionnement, les obligations réglementaires associées, son organisation interne, ses méthodes d'exploitation, de contrôle et d'analyse, la localisation des points de mesure et de prélèvements, les équipements d'autosurveillance installés, les modalités de transmission et de fiabilisation des données d'autosurveillance conformément au scénario visé à l'article 19 ci-dessus, les organismes extérieurs à qui il confie tout ou partie de la surveillance, la qualification des personnes associées à ce dispositif.</p> <p>Ce manuel spécifie :</p> <p>1° Les normes ou méthodes de référence utilisées pour la mise en place et l'exploitation des équipements d'autosurveillance ;</p> <p>2° Les mentions associées à la mise en œuvre du format informatique d'échange de données SANDRE mentionné à l'article 19 ci-dessus ;</p> <p>3° Les performances à atteindre en matière de collecte et de traitement fixées dans l'acte préfectoral relatif au système d'assainissement.</p> <p>Et décrit :</p> <p>1° Les ouvrages épuratoires et recense l'ensemble des déversoirs d'orage (nom, taille, localisation de l'ouvrage et du ou des points de rejet associés, nom du ou des milieux concernés par le rejet notamment) ;</p> <p>2° Les actions mises en place dans le cadre du diagnostic permanent réalisé en application de l'article 12 ci-dessus.</p> <p>Ce manuel est transmis à l'agence de l'eau ou à l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer, ainsi qu'au service en charge du contrôle. Il est régulièrement mis à jour et tenu à disposition de ces services sur le site de la station. L'agence de l'eau ou l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer et le service en charge du contrôle réalisent, chacun pour les parties relevant de sa compétence, une expertise technique du manuel. Après finalisation de l'expertise, le service en charge du contrôle valide le manuel.</p> <p>Un unique manuel d'autosurveillance est à rédiger et à transmettre pour chaque système d'assainissement.</p> <p>Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, chacun d'entre eux rédige la partie du manuel relative aux installations ou équipements (station ou système de collecte) dont il assure la maîtrise d'ouvrage. Le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées assure la coordination et la cohérence de ce travail de rédaction et la transmission du document.</p> <p>2. Bilan de fonctionnement du système d'assainissement</p>

Le ou les maîtres d'ouvrage du système d'assainissement rédigent en début d'année le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente (station ou système de collecte). Il le transmet au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau avant le 1er mars de l'année en cours. Ce bilan annuel est un document synthétique qui comprend notamment : 1° Un bilan du fonctionnement du système d'assainissement, y compris le bilan des déversements et rejets au milieu naturel (date, fréquence, durée, volumes et, le cas échéant, flux de pollution déversés) ; 2° Les éléments relatifs à la gestion des déchets issus du système d'assainissement (déchets issus du curage de réseau, sables, graisses, refus de dégrillage, boues produites...), à savoir, au minimum, les informations décrites à l'article 15 ci-dessus ; 3° Les informations relatives à la quantité et la gestion d'éventuels apports extérieurs admis sans préjudice d'autres réglementations (quantité, qualité) : matières de vidange, boues exogènes, lixiviats, effluents industriels, etc. ; 4° La consommation d'énergie et de réactifs ; 5° Un récapitulatif des événements majeurs survenus sur la station (opérations d'entretien, pannes, situations inhabituelles...) ; 6° Une synthèse annuelle des informations et résultats d'autosurveillance de l'année précédente mentionnés à l'article 19 ci-dessus. En outre, un rapport présentant l'ensemble des résultats des mesures de la surveillance complémentaire, mentionnée à l'article 18-I, relative à la présence de micropolluants dans les rejets, est annexé au bilan annuel ; 7° Un bilan des contrôles des équipements d'autosurveillance réalisés par le maître d'ouvrage ; 8° Un bilan des nouvelles autorisations de déversement dans le système de collecte délivrées durant l'année concernée et du suivi des autorisations en vigueur ; 9° Un bilan des alertes effectuées par le maître d'ouvrage dans le cadre du protocole prévu au cinquième alinéa de l'article 19 ci-dessus ; 10° Les éléments du diagnostic du système d'assainissement mentionné à l'article 12 ci-dessus ; 11° Une analyse critique du fonctionnement du système d'assainissement ; 12° Une autoévaluation des performances du système d'assainissement au regard des exigences du présent arrêté ; 13° La liste des travaux envisagés dans le futur, ainsi que leur période de réalisation lorsqu'elle est connue. Outre l'envoi au service en charge du contrôle, le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

**Constats :**

La manuel d'autosurveillance (MAS) est à mettre à jour depuis le changement d'exploitant. L'exploitant indique que le MAS a été envoyé au laboratoire d'analyses et la DDTM pour avis et que maintenant ils doivent prendre en compte les remarques avant validation. Le MAS corrigé a été demandé, il n'a pas été fourni.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le manuel d'autosurveillance corrigé est à transmettre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 23 :** Diagnostic permanent

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 12-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Diagnostic permanent du système d'assainissement

**Prescription contrôlée :**

**II.-Diagnostic permanent du système d'assainissement**

Pour l'application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, pour les systèmes d'assainissement destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/ j de DBO5, le ou les maîtres d'ouvrage mettent en place et tiennent à jour le diagnostic permanent du système d'assainissement.

Ce diagnostic est destiné à :

- 1° Connaître, en continu, le fonctionnement et l'état structurel du système d'assainissement ;
- 2° Prévenir ou identifier dans les meilleurs délais les dysfonctionnements de ce système ;
- 3° Suivre et évaluer l'efficacité des actions préventives ou correctrices engagées ;
- 4° Exploiter le système d'assainissement dans une logique d'amélioration continue.

Le contenu de ce diagnostic permanent est adapté aux caractéristiques et au fonctionnement du système d'assainissement, ainsi qu'à l'impact de ses rejets sur le milieu récepteur.

Dans le cas où plusieurs maîtres d'ouvrage interviennent sur le système d'assainissement, le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées coordonne la réalisation et la mise en œuvre de ce diagnostic permanent et veille à la cohérence du diagnostic à l'échelle du système d'assainissement.

Pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 600 kg/ j de DBO5, ce diagnostic est établi au plus tard le 31 décembre 2021.

Suivant les besoins et enjeux propres au système, ce diagnostic peut notamment porter sur les points suivants :

- 1° La gestion des entrants dans le système d'assainissement : connaissance, contrôle et suivi des raccordements domestiques et non domestiques ;
- 2° L'entretien et la surveillance de l'état structurel du réseau : inspections visuelles ou télévisuelles des ouvrages du système de collecte ;
- 3° La gestion des flux collectés/ transportés et des rejets vers le milieu naturel : installation d'équipements métrologiques et traitement/ analyse/ valorisation des données obtenues ;
- 4° La gestion des sous-produits liés à l'exploitation du système d'assainissement.

La démarche, les données issues de ce diagnostic et les actions entreprises ou à entreprendre pour répondre aux éventuels dysfonctionnements constatés sont intégrées dans le bilan de fonctionnement visé à l'article 20 ci-dessous.

**Constats :**

Le Diagnostic permanent du Système d'assainissement de Saint Méen Montauban - STEP La Lande Fauvel, pour l'année 2025 a été fourni par l'exploitant.

Les actions à mettre en œuvre par bassin de collecte sont les suivantes :

- PR La Chapelle : Eaux claires parasites d'infiltration -> Réaliser des inspections télévisées sur ce bassin de collecte
- PR La Chapelle : Eaux claires parasites de captage -> Réaliser une campagne de contrôle de conformité des raccordements
- SE STEP Lande Fauvel : Eaux claires parasites de captage -> Réaliser une campagne de contrôle

de conformité des raccordements
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit mettre en place les actions identifiées dans le diagnostic permanent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 24 : Analyse des risques de défaillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/07/2015, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse des risques de défaillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les systèmes d'assainissement des eaux usées destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 12 kg/j de DBO5 font l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau.</p> <p>Pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO5, l'analyse des risques de défaillance est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau au plus tard le 31 décembre 2021.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant précise que l'analyse des risques de défaillance est en cours de réalisation.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Fournir l'analyse des risques de défaillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois